

ne considérant que leur intérêt, aveuglés par la vivacité de leurs désirs, croient cette offre irrésistible et, pourvu qu'on l'accepte, se déclarent prêts aux combinaisons les plus conciliantes. Ainsi, par exemple, ou bien la Galicie serait rattachée à la Hongrie et y occuperait une place analogue à celle de la Croatie, ou bien, si les Polonais l'exigeaient, on pourrait réunir la Galicie et la Bukovine pour en former un territoire complètement indépendant.

Ces propositions, en apparence libérales et magnifiques, ne résistent pas à l'examen. Que deviendrait donc une Galicie retranchée administrativement, et par conséquent financièrement, de l'Autriche? L'accroissement de l'autonomie galicienne serait forcément peu de chose, puisque, dès maintenant, elle fonctionne à peu près dans sa plénitude. Quant aux conséquences financières de l'opération, elles constitueraient, pour les Polonais, un véritable désastre. Pays agricole, presque sans industrie, mal exploité par suite du manque de capitaux, la Galicie reçoit de l'Autriche pour l'entretien de ses services administratifs plus de millions de florins qu'elle ne lui en verse sous forme d'impôts. Il y a là un avantage considérable qu'il faudrait nécessairement perdre le jour où la Galicie cesserait d'appartenir à la Cisleithanie. Il est donc infiniment peu probable que les députés polonais, grands propriétaires fonciers, dont les terres, pour la plupart, sont fortement grevées d'hypothèques, admettent une combinaison dont le résultat le plus certain serait d'accroître leurs charges dans des proportions considérables. Quelle compensation pourrait les y décider? Même actuellement, la situation économique de la Galicie n'est rien moins qu'avantageuse. Au nord et à l'est, la douane russe forme une barrière infranchissable; au sud, la haute chaîne des Carpathes, traversée par de rares passages, la sépare presque aussi efficacement de la Hongrie. Les exportations galiciennes, consistant presque exclusivement en produits agricoles, n'ont donc leur écou-